



## ARRÊTÉ DU MAIRE

### **ARRETE n° 2025/321 : Portant réglementation provisoire de la circulation et du stationnement, avenue Jules Gévelot**

Le Maire de la Ville de Sèvres,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n°2024/352 du 9 octobre 2024 donnant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Franck-Eric MOREL, Conseiller Municipal délégué, notamment en matière d'espaces publics, de circulation et stationnement et de transports en commun,

Vu l'avis en date du 4 septembre 2025 du service voirie de la Direction Territoriale Ouest du Grand Paris Seine Ouest,

Considérant qu'il y a lieu de faciliter le bon déroulement des travaux de suppression de branchement de gaz, avenue Jules Gévelot,

### **ARRETE :**

#### **ARTICLE 1.**

**Du lundi 29 septembre 2025 au mardi 7 octobre 2025**, les dispositions suivantes sont prises au droit du n°4 avenue Jules Gévelot :

- La chaussée est réduite à une largeur de 3 m,
- La vitesse est réduite à 30 km/h, au droit du chantier,
- La circulation des piétons est basculée sur le trottoir opposé, lors des interventions de l'entreprise SEIP,
- Des ponts lourds sont mis en place pendant la période d'absence de l'entreprise SEIP.

#### **ARTICLE 2.**

Tout véhicule contrevenant à ces dispositions sera verbalisé et emmené à la fourrière.

#### **ARTICLE 3.**

Les signalisations réglementaires sont mises en place par la société SEIP, 4 allée des Devodes 91160 SAULX LES CHARTREUX. Le chantier s'effectue sous le contrôle de Monsieur KASIBORSKI Louis - Tél : 06.64.73.02.54. Pendant les travaux, le responsable doit assurer la circulation sécurisée des piétons et l'accès des riverains.

ARTICLE 4.

Madame la Directrice des services techniques de la Mairie,  
Monsieur le Directeur des services techniques de l'établissement public territorial Grand Paris  
Seine Ouest,  
Madame le Commissaire de Police,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Fait à Sèvres, le 9 septembre 2025.**

*NB : Conformément aux articles R.421-1 et R.421-5 du code de la justice administrative, le présent acte est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE, dans un délai de deux mois à compter de sa notification/publication. Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire de l'acte. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse au recours gracieux. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux.*



Le Maire et par délégation,  
Conseiller Municipal délégué aux espaces publics,  
à la circulation, au stationnement et aux transports en  
commun.  
**Franck-Eric MOREL**